

Le dossier de l'énergie :

Un révélateur des positions des uns et des autres

Par **André Parizeau**

Chef du PCQ

Mieux vaut un verre à demi rempli qu'un verre complètement vide, diront certains. Il reste que la récente intervention du PQ à l'Assemblée nationale, pour critiquer la décision de l'Hydro Québec de rester à l'écart de la gestion du parc d'éoliennes au Québec, est bien timorée par rapport aux enjeux majeurs que sous-tend ce dossier. Cela traduit en même temps assez bien la direction prise par ce parti, sur un grand nombre d'autres dossiers, et ce depuis un bon bout de temps.

Du même coup, cela fait aussi ressortir toute l'ampleur des défis qu'auront à relever les forces de gauche non associées à ce parti, y compris et en particulier par rapport à cette question.

Le PQ se garde bien de demander la renationalisation du parc d'éoliennes et l'arrêt des soumissions vers le secteur privé, tel que le demandent les syndicats. Le PQ se limite plutôt à demander que l'Hydro Québec redevienne lui-même un des joueurs dans ce secteur. Sans plus ⁽¹⁾.

Dans les faits, une telle attitude de la part du PQ revient à consacrer la perte de contrôle progressive du Québec sur un secteur pourtant extrêmement important pour notre avenir.

L'attitude mi-chair mi poisson du PQ par rapport à toute cette question des éoliennes n'est pas vraiment surprenante quand on songe au fait que la direction actuelle du PQ endosse de plus en plus l'idéologie néo-libérale des libéraux et que les différences entre ces deux partis, portent de plus en plus sur la forme, laissant de plus en plus de places aux similitudes. À ce titre, il se trouve même, au sein du PQ, des figures de proue comme Joseph Facal ou Jacques Brassard, pour dire de plus en plus haut et fort que le PQ n'est pas suffisamment campé à droite et qu'il devrait se rapprocher des politiques des libéraux et de l'ADQ. C'est comme pour le dossier de la forêt boréale. Seul l'article No 1 du programme du PQ semble encore distinguer les politiques prônées par la direction du PQ de celles des libéraux. Et encore ...

Il faut dire que la décision d'aller vers le privé, pour le développement du parc québécois d'éoliennes, fut prise, au départ, par un gouvernement ... péquiste !!!

Bon nombre des entreprises possédant actuellement la haute main sur le secteur des éoliennes québécoises sont, en fait, des compagnies ontariennes.

Pour revenir au dossier de l'énergie, par rapport au parc d'éoliennes, la décision de l'Hydro Québec est d'autant plus scandaleuse qu'elle s'insère très bien avec le fameux plan de Charest en faveur d'une réingénierie de l'État québécois et qu'une telle décision de privatiser tout ce secteur aurait dû susciter beaucoup plus d'opposition qu'elle l'a fait jusqu'ici. Par réingénierie, on entend essentiellement la démolition d'une bonne partie des grands acquis sociaux, obtenus au Québec depuis la Révolution tranquille.

Il faut se rappeler qu'un des moments les plus forts de cette fameuse « révolution tranquille », dans les années 60, fut justement la nationalisation de l'électricité et que l'insistance d'Hydro Québec à laisser la gestion du parc des éoliennes au secteur privé représente, dans les faits, un revirement à 180 degrés par rapport aux politiques en place depuis déjà plus de quarante ans.

Il est plutôt ironique de voir comment les libéraux et le PQ, deux partis pourtant étroitement liés à cette révolution tranquille, peuvent finalement renier si facilement ce qui fait partie de leur propre passé.

Jusqu'à présent, la quasi-totalité de l'électricité produite au Québec appartenait et était de plus gérée par l'État québécois. J'utilise le terme « quasi-totalité » parce que les barrages hydro-électriques de l'Alcan, au Saguenay-Lac St Jean, ne furent jamais nationalisés; cela faisait partie d'une entente conclue au départ, sous les libéraux de Jean Lesage, et qui fut par la suite reconduite sous le PQ, laquelle entente permet toujours à cette compagnie de garder ses barrages dans cette région du Québec en échange d'un engagement à promouvoir le développement économique local. La belle affaire !!!

Au moment des mises à pied massives effectuées par l'Alcan au Saguenay-Lac St Jean, il y a déjà quelques années, les syndicats des TCA, représentant les employés de l'Alcan, avaient alors lancé une campagne demandant au gouvernement qu'il reprenne le contrôle de ces barrages puisque l'Alcan ne respectaient plus ses promesses. On était alors sous la gouverne du PQ et rien ne se passa. On ne peut que déplorer, de surcroît, que cette idée soit retombée dans l'oubli depuis. Entre temps, Alcan, revend tranquillement son électricité (qu'elle n'utilise plus depuis la réduction de ses opérations) à nul autre qu'... Hydro Québec. Il ne saurait être question, pour Alcan, de manquer une occasion de faire de l'argent sur notre dos.

Et comme si tout cela n'est pas assez, le gouvernement Charest vient également de lever le moratoire pour la construction de nouveaux barrages privés sur les rivières du Québec. Ce moratoire avait été, à l'origine, institué par le PQ, suite à une levée de boucliers dans l'opinion publique face à l'annonce faite avant, et toujours par le PQ, de sa volonté d'autoriser de tels barrages. Déjà, et au-delà des louvoisements dans la politique du PQ, on pouvait discerner certaines similitudes avec les politiques plus typiquement associées au parti libéral...

On se tire dans le pied

La politique d'Hydro Québec en matière d'éoliennes, consistant à se désengager de plus en plus de tout le dossier des sources d'énergie « vertes » (en dépit de ce que peut dire l'actuelle campagne de cette société d'État sur les ondes de la télévision) et à ouvrir la porte du privé, est extrêmement dommage pour l'avenir de la société québécoise parce qu'elle nous enlève d'importants leviers économiques et que ceux-ci ont également toutes les chances, avec le temps, de devenir encore plus importants.

Pour en savoir à propos des implications des politiques de l'Hydro Québec, nous vous encourageons à consulter le site suivant, produit par les syndicats de cette société : <http://www.restonsmaitrescheznous.qc.ca/ouv.htm> .

« Il y a 44 ans, », disent les syndicats, « lors d'une élection référendaire dont l'enjeu était la nationalisation de l'électricité, les Québécois et Québécoises ont fait un choix de société. On a choisi de contrôler collectivement notre production d'électricité afin de profiter de cette ressource naturelle, d'assurer notre sécurité énergétique et d'offrir des tarifs avantageux (...). L'énergie éolienne, complémentaire à l'hydroélectricité, nous place avantageusement dans la production « verte » d'électricité. Dans la foulée, du Protocole de Kyoto, pourquoi ne pas contrôler cette filière d'avenir ? L'eau et le vent, qui appartiennent à tout le monde, doivent bénéficier à l'ensemble des Québécois et Québécoises. En nationalisant l'énergie éolienne, en gardant un contrôle public des barrages, on s'assure de conserver au Québec les retombées de ces sources d'énergie au lieu de voir les profits être accaparés par des entreprises privées, la plupart du temps étrangères. »

Un autre dossier tout aussi scandaleux

Le refus du gouvernement du Québec de Jean Charest d'intervenir dans l'autre dossier important du contrôle dans les prix de l'essence – un autre dossier chaud au niveau de l'énergie –, alors qu'une loi québécoise lui permet déjà de le faire, est tout aussi scandaleux. Aussi bien Léo-Paul Lauzon qu'Omar Aktouf, deux économistes bien connus, faisaient ressortir cet autre anachronisme de la politique québécoise, dès l'automne 2004 ⁽²⁾. Pourtant, et depuis cette date, cette autre idée, consistant à imposer un prix plafond à l'essence, est elle aussi retombée dans l'oubli. Ce qui n'empêche cependant pas le prix de l'essence de continuer à jouer aux montagnes russes, tout en restant outrageusement élevé, alors que le Canada est lui-même un exportateur de pétrole...

Évidemment, on n'en est plus à une contradiction près. En passant, au Venezuela, où tout le secteur de l'énergie est maintenant sous contrôle du gouvernement, grâce aux politiques du président Hugo Chavez, le prix du litre de pétrole avoisine les 10 ou 15 sous... Les Vénézuéliens ont compris qu'une véritable démocratie est impossible sans une forme de contrôle collectif des principaux secteurs de l'économie, incluant celui de l'énergie.

Pourquoi ne pourrions-nous pas, à notre tour, devenir réellement « maître chez nous » ?

Le plus révoltant dans tout cela réside dans le fait qu'il existe des idées très intéressantes quand on parle énergie, y compris dans le dossier des éoliennes, poussées entre autres par les syndicats de l'Hydro Québec. Mais du côté du PQ, tout cela est probablement vu comme étant trop « radical ». Alors, cela reste sur les tablettes. Il ne faudrait quand même pas que le PQ puisse être accusé de favoriser des mesures que certains, comme Joseph Facal, assimilerait au communisme (!!!)...

Le PQ démontre une fois de plus, à quel point il ne peut être considéré comme une véritable alternative face aux politiques des libéraux. Plus souvent qu'autrement, ces sorties publiques sentent d'abord et avant tout la récupération politique de bas étage.

Compte tenu de toute cette situation, il me semble que *Québec solidaire*, cette nouvelle alternative politique à laquelle nous sommes du reste associée, gagnerait à approfondir pas mal plus ses propres positions dans ce dossier.

Nous sommes bien conscients du fait que *Québec solidaire* n'est pas une organisation se définissant comme étant socialiste ou communiste (comme c'est le cas pour le PCQ). Son programme ne peut être aussi radical que ce que défend le PCQ, par exemple. Les rangs de *Québec solidaire* sont composés de gens ayant un large éventail de points de vue, y compris sur une question comme celle de l'énergie. Le programme de *Québec solidaire* doit refléter l'état des lieux, au sein de son membership, en même temps que des franges de la population qu'elle aspire à défendre. Cela étant dit, il nous semble que la plate-forme de *Québec solidaire* pourrait, dès maintenant, intégrer certaines des idées déjà poussées par les syndicats et des économistes comme Léo-Paul Lauzon et Omar Aktouf; ce sont des idées applicables dès maintenant, qu'un grand nombre de personnes pourraient appuyer.

Nous, au PCQ, nous appuyons de telles mesures parce qu'elles sont d'intérêt populaire. *Québec solidaire* pourrait faire de même.

D'ores et déjà, les positions de *Québec solidaire* dans ce dossier marque une démarcation par rapport à ce que le PQ ou les libéraux (sans parler de l'ADQ!) nous avaient habitués. C'est un bon début ⁽³⁾. Dans la déclaration de principes de *Québec solidaire*, adoptée au congrès de fondation, on parle aussi de l'importance de développer le contrôle démocratique et collectif de la société sur l'économie. Mais cela pourrait aller encore plus loin. Il faut surtout chercher à concrétiser tout cela.

Alors même où il n'est plus tellement de bon ton, dans certains milieux, de parler de nationalisations (ou de renationalisations), et/ou de s'associer aux syndicats, alors même où des concepts, comme le fait qu'on soit « maîtres chez nous », sont de plus en plus relégués aux oubliettes par nos bien pensants, il me semble que *Québec solidaire* devrait justement agir et s'affirmer plus clairement encore dans cette perspective. À mon avis, cela ne pourra que l'aider.

À la veille d'élections générales et alors que les discussions devraient sous peu s'amorcer au sein de *Québec solidaire* à propos de ce que devrait contenir sa plate-forme électorale, voilà quelques pistes qui, ajoutées à d'autres, portant sur d'autres questions tout aussi importantes, pourrait aider *Québec solidaire* à se démarquer de la tendance assez généralement répandue, ailleurs, notamment au PQ, à niveler la pensée et les idées vers le bas... Cela concrétiserait d'autant le slogan en faveur de faire la « politique autrement ».

21 septembre 2006

(1) Pour plus d'informations sur les positions du PQ en matière énergétique, voir : <http://www.pq.org/nv/index.php?pq=5&it=1362> .

(2) Pour plus d'information à ce sujet, nous vous encourageons à consulter cette entrevue avec Omar Aktouf, survenue sur les ondes de la télévision de Radio-Canada, en septembre 2004 ; cliquez ici : http://www.radio-canada.ca/Medianet/CBFT/Telejournal200509162200_1.asx . Pour

écouter également Omar Aktouf à propos des projets du gouvernement Charest en matière de réingénierie de l'État québécois : http://www.radio-canada.ca/Medianet/CBF/SansFrontieres200405051730_2.asx .

- (3) Pour consulter l'énoncé de politique actuel de *Québec solidaire* à propos du dossier de l'énergie : http://www.quebecsolidaire.net/actualite/dossiers/strategie_energetique_et_developpement_viable .